

PIECE 10

NOTICE D'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE AUX ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET AUX INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC

(E.R.P. et I.O.P.)

prévue par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la Construction et de l'Habitation

DISPOSITIONS APPLICABLES

Réglementation

- . Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- . Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- . Arrêtés du 20 avril 2017, du 8 décembre 2014, du 11 septembre 2007
- . Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation. L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R.123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**. »

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »

Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R.111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu(e). Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "*

OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article R.111-19-27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1^{er} alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques). C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

NOM, prénoms- Personne morale : FILIERIS CARMI NORD

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire :

ADRESSE : 13 rue du 14 juillet 62300 LENS

Téléphone fixe / portable : 03 23 97 27 30

Mail :

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : **EHPAD Plaine de Scarpe**

ADRESSE : rue Jehanne de Lalain 59167 LALLAING

ACTIVITE (de la partie concernée)

avant travaux : centre de Santé + EHPAD

après travaux : centre de Santé + EHPAD

IDENTITE du futur exploitant : inchangé

Profession libérale : ~~oui~~ / **non**

TYPE(S) et CATEGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité)

E.R.P. de 3 ème catégorie – Type U

3 – MAITRE D'ŒUVRE

ADGVL – Didier Guelmenger Architecte

ZA de l'Horloge- 14 Avenue de Lisieux 59840 PERENCHIES – 03 20 17 70 09

contact@adg-vl.com



4 – BUREAU DE CONTROLE

APAVE – Louis THOREZ

340 Avenue de la Marne- 59703 MARCQ EN BAROEUL

RENSEIGNEMENTS NECESSAIRES A LA BONNE COMPREHENSION DU DOSSIER

1 - Descriptif des travaux envisagés

- le recloisonnement d'une surface existante BALNEOTHERAPIE pour un usage de MEDECINE GENERALE (voir plans)
- la division d'une salle existante RADIOLOGIE en 2 salles d'examen pour la DERMATOLOGIE
- La création d'un bureau d'accueil SSIAD et à l'ouverture d'un mur probablement porteur pour la communication intra-service (voir plans)

2 - Cheminements extérieurs – SITE EXISTANT - SO

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manoeuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)
- , guidage (contraste visuel, signalisation,...)
- Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers)
- Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)

3 – Stationnement – SITE EXISTANT - SO

- Nombre : 2 % du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum
- Valeur d'éclairage prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ... *conforme*

4 - Accès aux bâtiments, – SITE EXISTANT - SO

- Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)
- Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées)

5 - Accueil du public – Salle d'attente avec secrétariat médical attenant

- Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs, ... *SO*
- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable *conforme*
- Si accueil sonorisé, prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant *SO*
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ... *conforme*

6 - Circulations intérieures horizontales

- Éléments structurants repérables par les déficients visuels *oui*
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manoeuvre de portes ,...)
- Largeur de circulation supérieure à 140cm, espaces de manœuvre de porte 140x170 en poussant ou 220 en tirant pour les portes manipulables par le public.*
- Les cabinets médicaux ne seront pas en accès libre, c'est le praticien qui manipulera la porte pour faire entrer et sortir les patients.*
- Qualité d'éclairage (minimum 100 lux), *conforme*

7 - Circulations verticales

. Escaliers *SO*

- Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)

. Ascenseurs SO

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent...*

8 -Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques SO

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...*

9 - Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

- *Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle ; dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*

Conforme dont :

blocs portes contrastés par rapport au support

sol non glissant

- *Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration - matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

Traitement phonique de la salle d'attente

la réglementation sera prise en compte concernant les performances acoustiques nécessaires

10 - Portes, portiques et sas

- *Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, ...)*
- portes de minimum 90cm de passage pour l'ouvrant journalier et extrémité de poignée à +40cm d'un angle et incluant un vitrage vertical pour voir et être vu de part et d'autre.*

11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

- *Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation*

Signalétique et panneaux d'affichage avec des informations visibles, lisibles et compréhensibles selon les caractéristiques décrites par les règles d'accessibilité

SO pour le reste

- *Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes - contraste visuel, signalisation, ...)*

placés entre 90 et 130 et à au moins 40cm d'un angle et contrastés si utilisés par le public ou SO

- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier **SO***

- *Information sonore doublée par une information visuelle **SO***

12 – Sanitaires - NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manoeuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des cabinets d'aisances adaptés*

13 - Sorties

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
conforme, boîtiers lumineux indiquant les sorties placées au-dessus desdites portes

14 - Etablissements ou installations recevant du public assis SO

- Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée

15 - Etablissements disposant de locaux d'hébergement NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX

- Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisances accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)

16 - Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX

- Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles
- Caractéristiques et positionnement des équipements...

17 - Etablissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie SO

- Nombre et localisation des caisses accessibles)

Date : 09 Juin 2025

Signature du demandeur :

DEMANDE EVENTUELLE DE DEROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées

Règles à déroger

Eléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations

Justifications de chaque demande

Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Date et signature du demandeur

Le